



RICHEL SERRES DE France

**Comptes Consolidés
au 31 mars 2010**

Sommaire

	<i>Page</i>
Bilan Actif	1
Bilan Passif	2
Compte de Résultat	3
Tableau des Flux de Trésorerie	4
Annexe	
1. Le Groupe	5
2. Principes, règles et méthodes comptables retenus	5
2.1. Périmètre de Consolidation et Identification des Sociétés Consolidées	5
Périmètre de Consolidation	5
Organigramme	6
Identification des Sociétés Consolidées	6
2.2. Principes de Consolidation	6
Méthodes de Consolidation	6
Traitement de l'Écart d'Acquisition	7
Conception du Résultat d'Exploitation	7
2.3. Méthodes d'évaluation	7
Conversion des états financiers des sociétés étrangères	7
Imposition différée	7
Immobilisations incorporelles	8
Écarts d'acquisition	8
Immobilisations corporelles	8
Immobilisations financières	9
Stocks et travaux en cours	9
Contrats à long terme	9
Clients	9
Valeurs mobilières de placement	9
Trésorerie	9
Provisions pour risques et charges	10
Avantages accordés au personnel	10
Résultat par action	10
3. Autres Informations	10
3.1. Informations concernant les Dirigeants	10
3.2. Informations concernant les transactions avec les entreprises liées	11
3.3. Évènements postérieurs à la clôture	11
4. Notes sur l'Actif du Bilan	11
5. Notes sur le Passif du Bilan	13
6. Notes sur le Compte de Résultat	14
7. Engagements hors bilan	15
8. Notes sur le personnel	16

Bilan consolidé Actif (en K€)

	31 Mars 10			31 Mars 09
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
Frais d'établissement et frais de R&D	48	16	32	48
Concessions, brevets, logiciels	1 613	1 475	138	212
Fonds commercial	30		30	30
Autres immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition actif				
Terrains	1 969	737	1 231	1 285
Constructions	12 092	4 490	7 602	4 556
Installations techniques, matériel et outillage industriel	15 281	7 945	7 336	7 746
Autres immobilisations corporelles	2 135	1 458	677	616
Immobilisations en cours	175		175	1 915
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	126		126	0
Participations	500		500	
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	54		54	56
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	34 023	16 121	17 902	16 465
Matières premières et autres approvisionnements	3 859	192	3 667	2 625
En-cours de production de biens et services	991		991	867
Produits intermédiaires et finis	2 031	490	1 541	1 993
Marchandises	3 894	240	3 654	2 876
Avances et acomptes versés sur commandes	448		448	421
Clients et comptes rattachés	22 274	979	21 296	17 652
Autres créances	1 275		1 275	1 637
Imposition différée active	51		51	54
Valeurs mobilières	6 242		6 242	4 141
Disponibilités	6 090		6 090	2 254
Charges constatées d'avance	2 191		2 191	752
TOTAL ACTIF CIRCULANT	49 347	1 901	47 446	35 273
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF	83 370	18 022	65 348	51 738

Bilan consolidé Passif (en K€)

	31 Mars 10	31 Mars 09
Capital social ou individuel	2 014	2 014
Primes d'Emission	131	131
Réserves consolidées	14 947	14 272
Résultat de l'exercice	3 559	1 984
Capitaux Propres Part du Groupe	20 652	18 402
Intérêts minoritaires	259	192
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES ET INTERETS MINORITAIRES	20 911	18 593
Provisions pour risques et charges	2 662	938
Impôts différés Passif	116	199
Ecarts d'Acquisition Négatifs	49	91
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 827	1 228
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 824	8 009
Emprunts, dettes financières et retraitement de CB	18	301
Avances et acomptes reçus sur commandes	4 820	716
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 244	15 042
Dettes fiscales et sociales	7 474	5 788
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	110	1
Autres dettes	1 489	1 616
Produits constatés d'avance	638	444
TOTAL DETTES	41 618	31 916
Ecarts de conversion passif	-7	1
TOTAL PASSIF	65 348	51 738

Compte de Résultat Consolidé (K€)

	31 Mars 10	31 Mars 09
Chiffre d'Affaires Net	93 570	87 192
Production stockée	73	-1 757
Production immobilisée	72	685
Production de l'exercice	93 716	86 120
Subventions d'exploitation	23	43
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	1 447	803
Autres produits	35	151
Total des produits d'exploitation	95 220	87 117
Matières premières et marchandises consommées	39 233	41 925
Autres achats et charges externes	27 262	22 701
Impôts, taxes et versements assimilés	1 401	1 316
Salaires et charges sociales	15 788	15 473
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 927	2 388
Autres charges	328	183
Total des charges d'exploitation	88 939	83 986
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 281	3 131
Produits Financiers	154	642
Charges Financières	337	475
Résultat Financier	-183	167
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	6 098	3 297
Produits Exceptionnels	254	333
Charges Exceptionnelles	258	369
Résultat Exceptionnel	-4	-36
Participation des salariés	484	185
IS	2 032	1 002
Impôts Différés	-81	-5
RESULTAT NET DES SOCIETES CONSOLIDEES	3 658	2 079
Amortissement des écarts d'acquisition		
Résultat- Part des minoritaires	99	95
RESULTAT NET PART DU GROUPE	3 559	1 984

Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé (K€)

	31 Mars 10	31 Mars 09
Résultat Net Part du Groupe	3 559	1 984
Résultat - Part des Minoritaires	99	95
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	4 423	1 627
Variation des impôts différés	-81	-5
Charges et produits sans incidence sur la Trésorerie	4 442	1 717
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	8 001	3 702
Variation des stocks et en-cours	-2 129	1 520
Variation des créances d'exploitation	-4 437	1 746
Variation des dettes d'exploitation	8 952	-2 686
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	2 386	579
FLUX GENERES PAR L'ACTIVITE	10 387	4 281
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations	-3 709	-4 418
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations	31	18
Incidence des variations de périmètre		
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-3 679	-4 400
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 309	-1 309
Remboursements d'emprunts	-1 101	-766
Variation des dettes financières diverses	-32	-8
Décaissements	-2 442	-2 083
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Souscription d'emprunts	1 786	3 036
Encaissements	1 786	3 036
FLUX LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-656	953
Trésorerie à l'ouverture	6 277	5 442
Trésorerie à la clôture	12 328	6 277
VARIATION DE LA TRESORERIE	6 052	834

Annexe aux Comptes Consolidés

31 Mars 2010

Préambule

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés au 31 mars 2010 qui ont été arrêtés par le conseil d'administration du 15 juin 2010.

RICHEL SERRES DE FRANCE est une société de droit français constituée en 1979. Son siège social est situé à EYGALIERES (13810), ZA des Grandes Terres.

1. Le Groupe

RICHEL SERRES DE FRANCE SA exerce son activité en France et à l'étranger. Cette activité consiste en la conception, la fabrication, le négoce, l'entretien et la maintenance de serres agricoles.

MARCHEGAY SA exerce une activité de conception, fabrication, vente et montage de jardineries et d'édifices en verre (serres botaniques, bâtiments à couverture verre, panneaux photovoltaïques, etc.)

RICHEL USA, société de droit américain, a pour objet de faciliter le développement de l'activité commerciale de la société Richel Serres de France sur le continent américain (prospection et assistance pour la conclusion de marchés).

INVERNADEROS DE FRANCIA, société de droit mexicain, a été constituée pour faciliter le développement de l'activité de la société Richel Serres de France au Mexique.

DIMAC SAS est un acteur reconnu dans la conception et la commercialisation d'équipements destinés à la production végétale. La gamme des produits DIMAC couvre différents domaines de l'équipement pour serres de production et jardineries : chauffage, irrigation, régulation climatique, systèmes de manutention, etc.

DIVATEC SAS commercialise en pays nantais de petits équipements de serres agricoles fournis par DIMAC.

2. Principes, règles et méthodes comptables retenus

Les comptes consolidés du Groupe RICHEL SERRES DE France ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi du 3 janvier 1985 et de son décret d'application du 17 février 1986 ainsi que des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) 99-02 du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, 2002-10 et 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

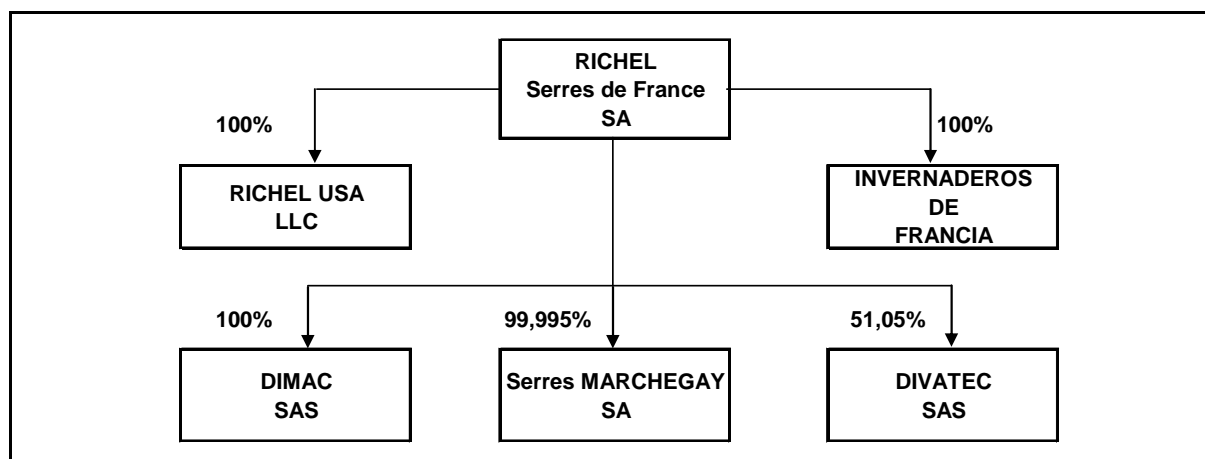
2.1. Périmètre de consolidation et identification des sociétés consolidées

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe RICHEL regroupent les comptes de RICHEL SERRES DE France SA et de toutes les sociétés sur lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable.

Une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'elle présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Organigramme



Identification des sociétés consolidées

Sociétés	Activité	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RICHEL Serres De France	Serres à couverture plastique, France et export		Société mère
RICHEL USA	Représentation commerciale	100 %	Intégration globale
INVERNADEROS DE FRANCIA	Représentation commerciale	100 %	Intégration globale
MARCHEGAY SA	Jardineries et édifices en verre	99,995 %	Intégration globale
DIMAC	Conception et commercialisation d'équipements de serres et de jardineries	100 %	Intégration globale
DIVATEC	Commercialisation de petits équipements de serres	51,05 %	Intégration globale

2.2. Principes de consolidation

Méthodes de consolidation

Le contrôle exclusif existe dès lors que le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la filiale, et il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle conjoint existe dès lors que le Groupe partage avec une autre société le contrôle d'une activité économique en vertu d'un accord contractuel sans qu'aucune des sociétés ne détienne de contrôle exclusif ou d'influence notable. Les participations dans les entreprises contrôlées conjointement (joint-venture,...) sont consolidées par intégration proportionnelle. Au 31 mars 2010, cette méthode ne trouve pas à s'appliquer.

L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises dans lesquelles le Groupe détient une influence notable, sans exercer de contrôle, sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 mars 2010, cette méthode ne s'applique pas.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe ne détient pas d'influence notable et n'exerce pas de contrôle ne sont pas consolidées.

La date de clôture de l'ensemble des sociétés consolidées est le 31 mars. Les états financiers des différentes sociétés du Groupe sont retraités préalablement à leur consolidation lorsque l'incidence du retraitement est significative, afin d'être en conformité avec les principes du Groupe détaillés ci-après.

Pour l'ensemble des sociétés, les comptes consolidés ont fait l'objet de l'élimination des transactions réciproques significatives.

Les provisions de nature fiscale ayant un caractère de réserves sont éliminées.

La quote-part de la situation nette revenant aux actionnaires ne faisant pas partie du Groupe est comptabilisée en intérêts minoritaires.

Traitement de l'écart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une société, ses actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Cet écart peut être positif ou négatif.

Les écarts d'acquisition positifs ne font pas l'objet d'un amortissement. S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Conception du résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités ordinaires de la société, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles. Les éléments inhabituels, définis comme des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, font partie du résultat des activités exceptionnelles.

2.3. Méthodes d'évaluation

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, l'euro, comme suit :

- Les comptes de bilan sont convertis au taux de clôture, à l'exception du capital et des réserves qui sont maintenus au cours historique ;
- Le compte de résultat est converti au taux de change moyen annuel (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates de transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- Les différences résultant de ces conversions sont comptabilisées dans une rubrique spécifique des capitaux propres (écarts de conversion). Les écarts de conversion sont constatés en compte de résultat lors de la cession de la filiale.

Imposition différée

Les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs consolidés (à l'exception des écarts d'acquisition) et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts sont pris en compte lors de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé. Le taux appliqué au 31 mars 2010 est de 33,33%

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement évaluée à partir d'éléments prévisionnels.

Au sein d'une même entité fiscale, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, quelle que soit leur échéance, dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

Les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

A compter de l'exercice 2006/2007, les impôts différés nés de l'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ont été pris en comptes dans les états financiers consolidés

Immobilisations incorporelles

Les valeurs de fonds de commerce inscrites dans les comptes individuels de Richel Serres de France et de Marchegay pour 152.450 € ont été amorties à 100%. Les amortissements viennent en diminution des réserves consolidées. Le fonds de commerce de Dimac de 1.524 € a également été comptabilisé en diminution des réserves consolidées.

Un fonds de commerce acquis de 30.000 € inscrit dans les comptes individuels de DIMAC, et répondant au critère d'identification défini par le règlement 99-02 a été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

Les montants immobilisés sous la rubrique « brevets » correspondent à leur prix d'acquisition. Ces montants sont amortis sur une durée de quatre ans.

Les logiciels sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire et sur une durée d'un an, comme le permet l'administration fiscale.

Écart d'acquisition

Afin de simplifier l'organigramme du Groupe, la société SOLEVHA a été dissoute le 14 mars 2008 (dissolution sans liquidation par confusion de patrimoine, avec effet fiscal rétroactif au 1^{er} avril 2007).

Cette opération a généré un mali technique de 970 K€ inscrit à l'actif du bilan de RICHEL Serres de France SA. Ce mali technique n'a pas d'incidence au niveau des comptes consolidés.

Par ailleurs, RICHEL Serres de France a versé respectivement en juin 2009 et juillet 2009 un complément de prix de 22 K€ et 13 K€ relatif à l'acquisition des 5% de titres Marchegay réalisée en 2006.

Au 31 mars 2010 les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

<i>En Milliers d'Euros</i>	Écart négatif	Reprise antérieure en résultat	Reprise en résultat au 31/03/10	Solde
Marchegay Acquisition de 5% en 2006	139	70	28	41
Acquisition du groupe Dimac en janvier 2007	114	49	23	42
Marchegay Complément de Prix payé en 2008	-21	-9	-7	-5
payé en 2009	-38	-8	-19	-11
payé en 2010	-35		-17	-17

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Aucune immobilisation n'a fait l'objet de réévaluation.

Le groupe applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ainsi qu'à la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Immobilisations financières

Les titres de participations, prêts et autres immobilisations financières sont enregistrés à leur valeur d'origine. Une provision pour dépréciation est constituée, notamment lorsque la valeur d'une participation s'avère supérieure à la quote-part de la société dans ses capitaux propres sauf si les résultats ou perspectives laissent prévoir un rétablissement à court terme.

Stocks et travaux en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode dite du prix moyen pondéré. Le prix de revient comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

Par ailleurs les valeurs retenues sont ajustées pour tenir compte des risques d'obsolescence afférents à ces stocks.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme ont été évalués selon la méthode dite de l'avancement.

Les travaux en cours sur contrats à long terme sont évalués au coût de production direct, majoré des frais indirects de production s'y rattachant. Si cela s'avère nécessaire, des provisions sont constituées pour couvrir l'ensemble des pertes à terminaison prévisibles.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés à l'avancement dès que l'on est en mesure d'apprécier le résultat avec suffisamment de précision. Le degré d'avancement s'apprécie alors au travers du ratio « coût des travaux réalisés à la clôture de l'exercice sur coût total prévisionnel ».

Clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières sont inscrites pour leur coût d'acquisition. Elles comprennent essentiellement des comptes à terme et des SICAV obligataires ou monétaires.

Une provision est constituée lorsque la valeur liquidative est inférieure au coût d'acquisition.

Trésorerie

Le poste « trésorerie » comprend les instruments et placements financiers ayant une échéance inférieure à trois mois.

Dans le cadre de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 25 septembre 2009, la Société Richel Serres de France a mis en œuvre un programme de rachats d'actions. Un contrat de Liquidité a ainsi été mis en place avec un prestataire de services d'investissements indépendant afin de favoriser la liquidité du titre et animer le cours de bourse.

Au 31 mars 2010, figuraient au compte de liquidité 14.337 titres Richel Serres de France et un solde en espèces de 78.978 €.

Par ailleurs, en vue de l'attribution gratuite d'actions aux salariés ou mandataires sociaux du Groupe prévue par l'Assemblée Générale du 13 janvier 2010, Richel Serres de France a procédé à l'acquisition de 24.061 actions pour une valeur de 131.414 €.

Provisions pour risques et charges (hors avantages accordés au personnel) – Actifs et passifs éventuels

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée si :

- Le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du Groupe,
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Dans ce cadre, une provision pour garantie accordée aux clients est calculée en fonction des risques découverts et de leur probabilité d'extension aux autres installations existantes.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur réalisation est probable.

Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque l'impact est jugé significatif.

Avantages accordés au personnel

Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales,...) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à cotisations définies (l'obligation du Groupe est limitée au versement de cotisations) : les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.
- Régimes à prestations définies (le Groupe a l'obligation de payer des niveaux de prestations convenus aux membres de son personnel en activité ainsi qu'éventuellement aux anciens salariés, les risques actuariels incombent alors au Groupe) : le personnel du Groupe ne bénéficie pas de couverture ou d'avantage à prestations définies autres que les indemnités de départ à la retraite. Les engagements du Groupe étant couverts par des fonds versés sur des contrats d'assurance, ces dernières ne font pas l'objet de provisions.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées dès que le Groupe a engagé une procédure à l'encontre d'un membre du personnel.

Résultat par action

Le résultat net par action dilué est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe (retraité le cas échéant des intérêts liés aux actions potentielles) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice et avec prise en compte le cas échéant du nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives. Un plan d'actions potentielles est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse constaté pendant la période.

Il n'y a aucun instrument dilutif au 31 mars 2010.

3. Autres Informations

3.1. Informations concernant les Dirigeants

Les mandataires sociaux sont rémunérés par la SAS Financière Richel. Celle-ci, qui rémunère également certains membres du Comité de Direction, facture aux sociétés du Groupe des prestations de Direction, de gestion, de contrôle, de coordination dans les domaines commerciaux, administratifs et financiers. Les montants facturés sur l'exercice figurent dans le tableau « Transactions avec les entreprises liées ».

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2010, les Administrateurs de RICHEL Serres de France SA ont perçu des jetons de présence pour un montant total de 10.000 €.

3.2. Informations concernant les transactions avec les entreprises liées

Le tableau ci-dessous présente les transactions intervenues au cours de l'exercice entre le groupe RICHEL SERRES DE France et la SAS Financière RICHEL :

<i>en milliers d'euros</i>	Transactions avec les entreprises liées
Honoraires	920
Remboursements de frais	126
Total des Charges	1 046

Par ailleurs, le Groupe a versé 109 K€ de loyers à la SCI Provence 99 au titre de l'occupation des terrains de son site d'Eygalières.

3.3. Événements postérieurs à la clôture

- Le Conseil d'Administration du 15 juin 2010 a proposé le versement d'un dividende de 1.611.200 €.

4. Notes sur l'actif du bilan

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Frais d'établissement et de R&D	32	48
Concessions, brevets, logiciels	138	212
Fonds Commercial	30	30
Total valeurs nettes	200	290

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Terrains et aménagements des terrains	1 231	1 285
Constructions	7 602	4 556
Installations techniques, matériel et outillage	7 336	7 746
Autres immobilisations corporelles	678	616
Immobilisations en cours	175	1915
Avances et acomptes sur Immos Corporelles	126	
Total valeurs nettes	17 148	16 118

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Participations	500	0
Prêts	0	0
Autres immobilisations financières	54	56
Total valeurs nettes	554	56

En décembre 2009, RICHEL Serres de France a pris une participation de 15% dans le capital de la société ASRI, qui intervient notamment dans la construction, l'équipement et l'entretien d'abris de stockage agricole et d'élevage.

Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Matières premières et autres approvisionnements	3 667	2 625
En-cours de production	991	867
Produits intermédiaires et finis	1 541	1 993
Marchandises	3 655	2 876
Total valeurs nettes	9 854	8 361

Créances clients

Les créances clients s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Créances clients	22 274	18 728
Provisions pour dépréciation	-979	-1 075
Total valeurs nettes	21 295	17 652

Autres actifs circulants

Les autres actifs à court terme se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Avances et acomptes versés sur commandes	447	421
Créances diverses	1 275	1 637
Charges constatées d'avance	2 191	752
Charges à répartir	-	-
Impôt différé actif	51	54
Total	3 964	1 864

Impôts différés

Les crédits d'impôts, les actifs et les passifs d'impôts différés s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Décalages temporaires actif	51	54
Décalages temporaires passif	116	199
Total	-65	-145

Valeurs mobilières de placement

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
SICAV monétaires	6 032	4 141
Actions propres	210	
Devises		
Total	6 242	4 141

5. Notes sur le passif du bilan

Capitaux propres

Au 31 mars 2010, le capital social de RICHEL SERRES DE FRANCE est composé de 5.035.000 d'actions d'une valeur nominale de 0,40 Euros.

La variation des capitaux propres s'analyse ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	
Situation nette consolidée du groupe au 31/03/09	18 402
<i>Résultat 2009-2010 part du groupe</i>	<i>3 559</i>
<i>Dividendes distribués</i>	<i>-1 309</i>
Situation nette consolidée du groupe au 31/03/10	20 652

Résultat net par action: 0,707 €

Provisions pour risques et charges

Les provisions et autres passifs à long terme s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Provisions pour litiges	945	258
Provisions pour garanties	934	659
Provisions autres	783	21
Total	2 662	938

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Comptes courants	3	301
Échéances à moins d'un an	1 104	906
Échéances de un à cinq ans	3 867	3 371
Échéances à plus de cinq ans	3 868	3 732
Total	8 842	8 310

Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Impôt différé passif	116	218
Avances et acomptes reçus sur commandes	4 820	716
Autres dettes	1 489	1 616
Produits constatés d'avance	638	444
Écarts de conversion passif	-	1
Total	7 063	2 995

6. Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit entre le marché français et l'export :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
France	57 467	44 836
Export	36 103	42 356
Total	93 570	87 192

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit par secteur d'activité :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Serres horticoles et maraîchères	60 858	63 331
Jardineries et Serres botaniques	9 274	18 464
Autres produits	23 438	5 397
Total	93 570	87 192

Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements et provisions s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Amortissements des immobilisations	2 094	1 833
Provisions pour risques et charges	2 030	153
Provisions pour actifs circulants	856	402
Reprise de provisions pour risques et charges	-304	-296
Reprise de provisions sur actifs circulants	-276	-163
Transfert de charges	-871	-345
Total	3 529	1 584

Impôt sur les bénéfices

L'impôt est acquitté intégralement en France. La décomposition entre l'impôt courant et différé est la suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Impôt sur les bénéfices	2 032	1 002
Impôt différé	-81	-5
Total	1 951	997

7. Engagements hors bilan

Les engagements des sociétés du Groupe en matière de départ à la retraite sont couverts par les fonds versés sur des contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance.

Des promesses d'hypothèques ont été émises en garantie d'emprunts d'un montant de 2,8 M€ souscrits pour financer les travaux d'extension de l'atelier et de l'usine d'Eygalières. Le montant du capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 2,1 M€ au 31 mars 2010.

Des nantissements d'équipements et d'outillages financés par emprunts ont été consentis par Richel Serres de France pour un montant total de 5,1 M€. Le montant du capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 3,4 M€ au 31 mars 2010.

Une promesse d'affectation hypothécaire sous seing privé a été émise pour garantir deux emprunts souscrits en 2008, d'un montant global de 1,5 M€, et destinés à financer une extension de bureaux sur le site d'Eygalières. Au 31 mars 2010, ces emprunts ont été partiellement débloqués à hauteur de 1,1 M€.

Un mandat d'hypothéquer sous seing privé a été émis pour garantir deux emprunts souscrits en 2008, d'un montant global de 1,3 M€, et destinés à financer une extension de bureaux sur le site de Luçon. Au 31 mars 2010, le capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 1,4 M€.

8. Notes sur le personnel

D.I.F. (Droit individuel à la formation)

Au 31.03.2010, les droits individuels à la formation cumulés pour l'ensemble des salariés du groupe représentent 22.048 heures.

Masse salariale et Effectifs par catégorie

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la masse salariale et des effectifs par catégorie.

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2010	31/03/2009
Masse salariale	15 788	15 473
Effectif total	349	355
<i>dont cadres</i>	93	86
<i>dont agents de maîtrise</i>	63	55
<i>dont employés et ouvriers</i>	193	214